Henri OBERDORFF, *La démocratie à l'ère numérique*

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. Politique en +, 2010,
208 p.

Gilles Boenisch

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/325>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.325

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 317

ISBN : 978-2-8143-0056-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gilles Boenisch, « Henri OBERDORFF, *La démocratie à l'ère numérique* », *Questions de communication* [En ligne], 18 | 2010, mis en ligne le 09 mai 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/325> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.325>

Henri OBERDORFF, *La démocratie à l'ère numérique.*

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll.
Politique en +, 2010, 208 p.

Qu'en est-il des technologies de l'information et de la communication (TIC)? Nous ouvrent-elles les portes d'une nouvelle ère de la citoyenneté? Développent-elle des citoyens d'un nouveau genre? Favorisent-elles un essor de la démocratie, voire d'une « cyberdémocratie » : comment existent-elle, se construisent-elle, et surtout, nécessitent-elle un

apprentissage, ou encore un enseignement spécifique afin de révéler son potentiel? Telles sont les questions posées par cet ouvrage qui, tout en analysant les divers discours et approches, ne manquent pas de se référer à une multiplicité de documents. Il est inévitable de mentionner tout spécialement l'analyse d'une trentaine de rapports officiels de l'Union européenne et français. Cette approche franchement politique apporte des précisions fondamentales et dresse un panorama juste de ces questions par une vision institutionnelle, souvent absente ou en retrait dans l'abondante littérature traitant des mutations engendrées par le numérique.

L'accessibilité et la justesse des propos font de ce texte une recherche très didactique et utile. Henri Oberdorff a su trouver un équilibre entre la réflexion de fond et l'emploi systématique des sources détaillées. Sans prendre parti ou presque, il a également réussi à retranscrire les différents clivages politiques inhérents aux problématiques soulevées, tout en apportant les éléments techniques et historiques nécessaires à une compréhension transversale. En ce sens, le style reste à la fois très articulé et précautionneux, laissant au lecteur la primeur de se forger sa propre opinion. De cette manière, on sort astucieusement des pendents conventionnels caractérisant les discours tantôt optimistes, tantôt pessimistes sur le numérique : d'une part, une forme de diabolisation qui ne cesse d'énumérer les risques et les dérives responsables de tous les problèmes, d'autre part, l'admiration servile d'une technique qui aurait toutes les vertus pour construire un avenir meilleur.

« Cybersociété, société numérique ou virtuelle, cité Internet, cyberdémocratie, démocratie électronique » ou « démocratie à l'ère du numérique » (p. 7), sont autant de formulations actuelles pour décrire une déstabilisation de valeurs comme « l'identité des personnes, la vie privée, les libertés individuelles ou la propriété intellectuelle » (p. 9) provoquée par les technologies électroniques et numériques. La difficulté est de cerner la complexité d'une potentielle objectivité sur un système se remettant incessamment en cause par sa rapidité d'évolution. Les contenus, les normes techniques, comme les stratégies d'usages changent continuellement, ce qui fait qu'il peut sembler curieux « d'évoquer l'idée de démocratie électronique » (p. 9), la représentation « traditionnelle » du concept de démocratie étant liée à des notions de stabilité.

Pourtant, l'orientation d'Henry Oberdorff est celle de croire positivement à « de nouvelles perspectives

pour le fonctionnement général » (p. 9) d'une démocratie épaulée inévitablement par l'émergence du numérique et ses potentialités novatrices. « Les enjeux économiques, industriels, stratégiques, culturels, juridiques et politiques de l'usage généralisé des communications électroniques et du numérique sont considérables », car un « nouvel ordre numérique se construit sous nos yeux », et influence tous les rapports humains « donc aussi le fonctionnement de nos démocraties » (p. 11).

La première partie, « Le numérique : de nouveaux espaces pour la démocratie » (pp. 21-100), s'attache à décrire comment les technologies de l'information ouvrent des espaces de plus grande liberté pour l'épanouissement de la démocratie (pp. 25-48). Il y va de la liberté de s'informer, de la liberté de communiquer, des possibilités grandissantes en termes de participation et d'interaction. En quelque sorte, l'usage adapté des nouveaux outils du numérique fondé sur circulation des informations et du partage, annoncerait l'avènement d'une « e-démocratie » (pp. 75-100) beaucoup plus participative et complémentaire à la démocratie représentative (pp. 49-74). Cependant, l'épanouissement de la démocratie ne serait être exclusivement consécuteur à une large diffusion des techniques, mais se doit de suivre une part de régulation de celles-ci. En effet, en seconde partie, « Le numérique : de nouveaux défis pour la démocratie » (pp. 101-184), l'analyse s'oriente vers les différentes conditions de réalisation de cette « e-démocratie ». Ainsi Henry Oberdorff dresse-t-il méticuleusement la liste des comportements déviants accentués par le numérique, une « cybercriminalité » favorisée par les mêmes potentialités de liberté (pp. 105-116). Il ne manque pas non plus de rappeler que le numérique peut se révéler largement oppressif, formant peu à peu une nouvelle possibilité d'asservissement parfaitement critiquable. D'une démocratie « douce », on passerait à une forme de démocratie « surveillée », une sorte de « dictature douce » et consentie par les internautes insoucients et irresponsables, par laquelle la liberté d'utilisation se transforme en un redoutable instrument de répression et de contrôle portée par la « cybersurveillance » (pp. 116-126). « Face à ces nouveaux risques, il est essentiel d'affirmer des droits adaptés aux technologies de l'information, soit en développant ceux qui existent déjà, soit en créant d'autres. La cybersociété doit être régulée » (p. 103). Cela suppose la formulation innovante de réglementations de plus en plus en adéquation aux technologies et à leur usage, mais cela nécessite aussi du temps et demande des adaptations progressives de plus en

plus globales (pp. 127-158). Enfin, face aux nouveaux défis du numérique, et pour former un équilibre, Henry Oberdorff indique qu'il est indispensable de permettre l'éclosion d'une « cybercitoyenneté » soucieuse d'affirmer et de défendre ses droits (pp. 159-183). Cela semble être une condition nécessaire pour faire face aux nouvelles inégalités liées à l'accessibilité, mais aussi de former des individus pleinement conscients de leurs droits et devoirs face aux nouvelles atteintes aux libertés individuelles. Mais participer sereinement au débat citoyen, sur un pied d'égalité, suppose une appropriation suffisante des techniques et connaissances minimales nécessaires tout comme un accès équivalent pour tous. Seule la pédagogie, la formation, l'adaptation, et l'ambition politique de mettre en marche un projet de société en adéquation à son époque, via une « cyberdémocratie » participative, pourra faire coïncider collectivement la vie réelle « hors-ligne » à son prolongement « en ligne ».

Enfin, comme l'exprime si justement Henri Oberdorff pour conclure son ouvrage, le numérique, aussi important soit-il, ne remplace pas les personnes dans le monde réel, il n'est pour l'heure qu'un ensemble d'outils au service des individus et de la société : « *L'homo numericus* est avant tout un être humain et un citoyen » (p. 186).

Gilles Boenisch

CREM, université Paul Verlaine-Metz
gilles.boenisch@gmail.com